

RETRAIT DE LA LOI EL KHOMRI ENERGIE PARIS RENATIONALISATION EDF-GDF

À l'attention de nos concitoyens et usagers parisiens

Les électriciens et gaziers CGT de la Capitale tiennent à s'adresser à vous au travers de ce tract en vous communiquant quelques éléments qui font le bilan de 12 années de privatisation des entreprises EDF-GDF et les conséquences désastreuses de cette politique sur la qualité du Service Public rendu auprès de la population.

PETIT RAPPEL

n juillet 2004 on assiste pour la première fois à l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie. S'ensuit le 19 novembre 2004, le changement de statut de l'entreprise qui, de E.P.I.C. (Entreprise Publique Industrielle et Commerciale) devient S.A. (Société Anonyme).

A l'époque, le patronat et le gouvernement martèlent que la concurrence va permettre la baisse des prix et l'amélioration des services aux usagers.

Concernant les prix, les chiffres sont sans appel puisque entre 2004 et 2016, le prix de l'électricité a augmenté de 22% et celui du gaz de 66% soit

• En électricité pour une facture de 1000 euros : + 220 euros • En gaz pour une facture de 1000 euros : + 660 euros

La hausse des prix ne touche pas seulement le prix du KWh mais également les services commerciaux associés qui avant 2004 étaient des missions de Service Public, donc peu chers ou gratuits pour l'abonné.

Exemples :	2004	2016
Frais de mise en service	11,47 €	27,30 € (+238%)
Changement de compteur	Gratuit	54,67 €
Augmentation de puissance	Gratuit	36,73 €

D'où la déclaration de l'ancien directeur d'EDF Marcel Boiteux en 2007 : "il ne s'agit plus d'ouvrir à la concurrence pour faire baisser les prix, mais d'élever les prix pour permettre la concurrence".

Cette politique d'inflation des prix exigée par des actionnaires voraces a précipité 9 millions de français en situation de précarité énergétique, soit 1 foyer sur 6 sur le plan national. Aujourd'hui, 1 réclamation sur 5 adressées au médiateur de l'énergie concerne des factures impayées contre 1 sur 10 en 2008.

(Et aujourd'hui chez EDF, les retards de paiement sont facturés 7,50€!)

a situation est également critique au niveau du Service Public rendu aux usagers, notamment dans le cadre de la relation directe avec les abonnés.

- ✗ En 2004, depuis des années les entreprises EDF GDF nationalisées et les agents qui les composaient étaient reconnus pour leurs compétences et leur professionnalisme.
- En 2004 il existait encore les écoles de métiers internes à nos entreprises qui délivraient de vrais cursus de formation afin que les agents du Service Public possèdent un haut niveau de compétence utile à la population.
- ✗ Aujourd'hui toutes les écoles de métiers ont été fermées et les formations délivrées sont plus que sommaires, nuisant gravement à la qualité du service rendu.

epuis 2004, l'externalisation et la sous-traitance ont été la cause de milliers de suppressions de postes dans nos entreprises.

- À ENGIE (ex GDF SUEZ), plus de 90% de l'activité téléphonique clientèle est traitée aujourd'hui par des prestataires formés à vendre des services aux clients et non plus à délivrer une mission de Service Public à des usagers.
- La relève des compteurs à Paris est totalement sous-traitée à des entreprises visant le moins-disant social, ainsi que la pose des soit-disant compteurs « intelligents ».

Une généralisation imposée par Bruxelles et inscrite dans la loi de transition énergétique sans aucune concertation sur les enjeux financiers, les enjeux de santé et de protection des données personnelles.

- À GRDF, filiale à 100% d'ENGIE (ex GDF SUEZ), plus aucun chantier à Paris sur le réseau gaz n'est réalisé complètement par les agents de l'entreprise et beaucoup sont même totalement externalisés pour des questions de coûts.
- A ERDF, filiale à 100% d'EDF, les investissements nécessaires à l'entretien du réseau ne se font plus, l'argent devant servir aux actionnaires, ce qui a amené la CRE (Commission de Régulation de l'Energie) à formuler le constat suivant : "Faute d'investissements suffisants, le réseau de distribution d'EDF est en piteux état et cela le rend de plus en plus vulnérable aux aléas climatiques."

Effectivement, ces dernières années vous avez pu constater qu'en cas de grand froid l'hiver ou de forte chaleur l'été, le réseau gaz et électrique ne tient plus.

Conséquence directe :

En 2010, la durée annuelle moyenne de coupure d'électricité par utilisateur, hors événements exceptionnels, est de 84 minutes contre 50 minutes en 2000.

En 2013 le temps de coupure moyen atteint 97 minutes soit une hausse de 31% par rapport à 2012...

ernier élément important, le Service Public se traduit également par une présence et une proximité physique envers les usagers.

LÀ ENCORE, LE CONSTAT EST SANS APPEL SUR LA CAPITALE...

Au début des années 2000, Paris comptait 15 agences EDF-GDF Services pour accueillir des abonnés, quels que soient leurs questions ou problèmes rencontrés. Aujourd'hui, ce ne sont plus des « agences clientèle » mais des « boutiques » et il n'en reste que 4 à Paris et plus aucune agence ENGIE sur notre territoire... Cette régression s'observe dans les mêmes proportions sur toute l'Île de France.

De ce fait en 2004, au travers de la « Garantie des Services », un rétablissement d'énergie se faisait sous 48 heures. En 2016, au travers du « catalogues des prestations d'ERDF » et non plus de la « Garantie des Services », cela prend en moyenne 10 jours !! Où est l'amélioration du service?

Toutes ces casses ont eu un impact sur votre appréciation envers nos 2 entreprises : En 2004, selon un sondage IPSOS, EDF était la 6ème entreprise préférée des français. En 2014, elle n'est plus qu'au 64ème rang.

NON DÉCIDEMENT, LA POPULATION N'EST PLUS LA PRIORITÉ DES ENTREPRISES EDF et ENGIE. C'EST L'ACTIONNAIRE QUI EST L'OBJET DE TOUTES LEURS ATTENTIONS.

- En 2004, le chiffre d'affaire d'EDF est de 46 milliards d'euros.
- En 2015, il est de 83,3 milliards d'euros soit une augmentation de 81%!
- Depuis 2005, les actionnaires ont vu leurs dividendes augmenter de 37%.
- ➤ Parallèlement, en 2014, GDF SUEZ a versé 3,6 milliards aux seuls actionnaires, alors que le bénéfice de l'entreprise est de... 3,4 milliards!! Soit 200 millions de plus que le profit réalisé!!
- En 2016, c'est 4000 emplois qui seront supprimés à EDF et 10000 dans les 5 prochaines années...
- 💢 À ERDF GRDF, c'est 5000 emplois supprimés d'ici 2021.
- À ENGIE, c'est 50% de suppressions d'emplois d'agents statutaires en clientèle pour arriver à 95% de l'activité externalisée.



LORS DE CES ANNÉES DE PRIVATISATION, LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC S'EST CONSIDÉRABLEMENT DÉGRADÉE TOUT COMME LA SITUATION DES AGENTS DES DEUX ENTREPRISES.

LA RÉALITÉ NOUS MONTRE AU TRAVERS DE CE BILAN QU'IL N'EXISTE PAS DE SERVICE PUBLIC DE HAUT NIVEAU SANS UN TRAITEMENT SOCIAL DE QUALITÉ DES SALARIÉS.

NOTRE SORT ET LE VÔTRE, USAGERS DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ, EST DONC INTIMEMENT LIÉ ET C'EST ENSEMBLE QUE NOUS DEVONS AGIR AFIN DE RECONQUÉRIR UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ.

C'EST POURQUOI AU VU DE TOUS CES ÉLÉMENTS, NOUS RÉAFFIRMONS QUE LA PRIVATISATION ET L'ACTIONNARIAT SONT NÉFASTES AU SERVICE PUBLIC ET À LA POPULATION, QUE SEULS LES SALARIÉS PRODUISENT LES RICHESSES DANS L'ENTREPRISE, LES BÉNÉFICES AINSI RÉALISÉS NE DEVANT SERVIR QU'EXCLUSIVEMENT AUX TRAVAILLEURS, À L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL ET À LA RECHERCHE, AINSI QU'À OFFRIR UN VRAI SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ AUX USAGERS.

C'EST POURQUOI NOUS REVENDIQUONS LA RENATIONALISATION D'EDF GDF 100% PUBLIC ET LE RETOUR AU STATUT D'E.P.I.C. DE 2004.

L'ÉLECTRICITÉ ET LE GAZ NE SONT PAS DES MARCHANDISES COMME LES AUTRES. C'EST UN BIEN VITAL POUR LA NATION ET SON PEUPLE!

Paris le 21 avril 2016

CGT ÉNERGIE PARIS CGT-UFICT